Communiqué du 15 juillet 2010 du Collectif 56

La commission paritaire du 13 juillet 2010 s'est soldée par un échec retentissant. Contre toute attente, les syndicats employeurs ont annoncé « une demande de révision » de la convention collective 66, vidant ainsi de sens l'ordre du jour de la commission mixte paritaire.

Devant ce coup de force, l'intersyndicale unitaire (CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FO) a décidé de quitter la séance.

Quelles sont les conséquences d'une révision ?

Un nouveau cadre des négociations limité à 3 mois.

Si aucun accord n'est trouvé, une dénonciation au niveau national est possible

Le collectif 56 désapprouve la tentative de passage en force des syndicats employeurs et reste attaché

- Au maintien du caractère national garant des missions de service public, du caractère non lucratif de notre secteur
- Au maintien de la structuration autour des qualifications, des diplômes nationaux et des métiers reconnus dans la branche
- A l'amélioration des salaires liés au déroulement de carrière, à l'ancienneté, ...
- Et à la généralisation pour tous des congés payés annuels supplémentaires traduisant la reconnaissance des conditions d'exercice professionnel, de travail et de la pénibilité dans notre secteur.

Le collectif 56 appelle à la vigilance et probablement à la mobilisation dès la rentrée.

VIGILANCE !